

L'IT mobilise ses services et son argent contre l'ordonnance Trump

Premiers couacs entre les acteurs de la Tech et le nouveau Président des Etats-Unis. Ce dernier a signé un décret sur l'immigration interdisant l'accès au territoire aux ressortissants de 7 pays musulmans (Iran, Iraq, Libye, Somalie, Syrie et Yémen) pendant 90 jours, poussé à 120 jours pour les réfugiés. Cette décision a provoqué une vive réaction de la part des acteurs de l'IT, avec des positions diverses.

Nous nous sommes fait l'écho [d'Alphabet, maison-mère de Google, qui a rappelé ses employés](#) issus des pays concernés, soit une centaine de personnes. Sundar Pichai, CEO de Google, a indiqué dans un mémo aux salariés que *« c'est douloureux de voir le coût personnel de cette ordonnance sur nos collègues »*. Et de rebondir sur un plan plus militant : *« Nous avons toujours fait connaître notre position sur les questions d'immigration et nous continuerons à le faire. »* Un des co-fondateurs de Google, Sergey Brin, a été plus vindicatif en se joignant à la manifestation contre l'ordonnance Trump qui s'est déroulée à l'aéroport de San Francisco samedi soir. A un journaliste de *Forbes*, il a déclaré : *« Je suis ici, car je suis un réfugié »*.

Même Elon Musk, patron de Tesla, pourtant conseiller de Donald Trump, n'est pas convaincu par l'utilité de cette ordonnance. *« L'interdiction générale d'entrée sur le territoire des citoyens de certains pays principalement musulmans n'est pas la meilleure façon de relever les défis du pays. »* Idem pour Bill McDermott, CEO de SAP. *« En tant que citoyen des États-Unis, je crois en son modèle civique et culturel, indéniablement confectionné par des immigrants de tous les coins du monde. »*

Une crainte sur l'emploi

Les condamnations se sont poursuivies pendant le week-end. Tim Cook d'Apple a envoyé un mémo précisant que les orientations de Trump *« ne sont pas une politique que nous soutenons »*. Et d'expliquer qu'au sein de Cupertino que *« des salariés des services RH, juridique et sécurité sont touchés par ce texte »*.

Jack Dorsey CEO de Twitter, a écrit : *« L'impact de cette ordonnance sur le plan économique et humanitaire est réelle et regrettable. Nous bénéficions de ce que les réfugiés et les immigrants apportent aux Etats-Unis. »* Car la crainte sur l'emploi est réelle, Travis Kalanick, CEO d'Uber, s'est fendu d'un mail précisant que le texte de Donald Trump aura *« de vastes implications »* pour des milliers de conducteurs Uber dans le pays. Même Microsoft n'est pas épargné. Satya Nadella a indiqué, dans un email, que 76 personnes étaient touchées par le texte présidentiel.

Soutiens financiers aux associations de défense des

libertés civiles

Outre les doléances en matière d'emplois, les acteurs IT se sont mobilisés avec une autre arme, leur argent. Un des premiers à dégainer est Lyft, s'engageant à verser 1 million de dollars sur 4 ans à l'ACLU (American Civil Liberties Union). Google n'est pas en reste en créant un fonds de 4 millions de dollars à destination de plusieurs associations, « *American Civil Liberties Union (ACLU), Immigrant Legal Resource Center (ILRC), International Rescue Committee (IRC) et le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU* ». Au total, l'ACLU a récolté en l'espace d'un week-end, 24 millions de dollars de dons en réaction au texte présidentiel.

Uber a aussi créé un fonds de 3 millions de dollars pour porter une assistance juridique aux conducteurs affectés par cette interdiction. Airbnb, via Brian Chesky, a annoncé sur son compte Facebook, la mise à disposition des hébergements gratuits pour les réfugiés. « *Nous avons 3 millions de logements, nous pourrions je pense trouver à ces gens un endroit pour rester* ». LinkedIn est plus discret, mais non moins actif, en ouvrant son programme « Welcome Talent » aux Etats-Unis. Cette initiative en partenariat avec IRC (International Rescue Committee) vise à trouver des stages pour les réfugiés au sein des pays d'accueil.

Silence et no comment

Au-delà de cette chaîne de solidarité, il y a aussi les taiseux, ceux qui ne commentent pas l'affaire de l'interdiction des réfugiés et des musulmans de certains pays. Parmi ceux-là, il y a Safra Katz co-CEO d'Oracle, qui a rejoint l'équipe de Donald Trump. Peter Thiel, premier soutien financier de la Silicon Valley pendant la campagne de Trump, n'a pas non plus pris la plume pour répondre aux demandes de commentaires. Tout comme Michael Dell, invité récemment à la Maison Blanche pour discuter de la création d'emplois aux Etats-Unis en échange d'une baisse des impôts et d'une réduction de la réglementation.

Plus étonnant, le silence est aussi de mise chez des sociétés comme Intel ou Amazon. La firme du e-commerce et de Cloud a envoyé un mail interne pour prévenir ses salariés impactés par la décision présidentielle. Mais Jeff Bezos, qui n'a jamais caché son aversion pour Trump, n'a pas pris parti directement sur l'affaire.

A lire aussi :

[Donald Trump fait vaciller le Privacy Shield](#)

[Trump nomme un anti neutralité du Net à la tête de la FCC](#)

Skidmore via VisualHunt.com / CC BY-SA